

Consultation publique relative à la modification des tarifs ATRT5 concernant les mesures transitoires avant la création d'un PEG unique et la régulation incitative des projets Val de Saône et Gascogne/Midi

Question préliminaire : Quelle est votre analyse du fait qu'une part importante des capacités des terminaux de Fos reste inutilisée alors que, depuis avril 2014, des grandes quantités de GNL sont livrées sur certains terminaux au nord-ouest de l'Europe ?

L'UIC n'a pas d'analyse sur le sujet. Nous estimons qu'en situation de marché ouvert et compétitif, les prix doivent refléter les coûts d'approvisionnement des opérateurs. L'argument selon lequel le différentiel entre Nord et Sud serait lié au prix élevé du GNL est donc discutable si d'autres zones européennes s'approvisionnent en GNL de façon équivalente sans pour autant voir leurs prix au même niveau que la zone Sud française.

L'UIC estime qu'il serait bon que la CRE enquête pour comprendre s'il existe des barrières tarifaires ou réglementaires qui expliquent ce phénomène.

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition des GRT concernant la modification de la règle de répartition entre Cruzy et Castillon ? Êtes-vous favorable à la commercialisation de 20 GWh/j sous forme de capacités Nord-Sud fermes mensuelles et à l'utilisation des 20 GWh/j restants en moyenne pour améliorer la disponibilité des capacités interruptibles Nord-Sud ?

L'UIC est favorable aux initiatives des transporteurs visant à augmenter les capacités d'interconnexion Nord/Sud, à la condition que la valeur dégagée serve les clients les plus sensibles sur le marché de la zone Sud. L'UIC propose que ces capacités soient attribuées aux consommateurs gazo-intensifs des zones Sud, dont l'activité est dépendante d'un approvisionnement de gaz compétitif, en anticipation de la fusion des zones.

L'UIC n'est donc a priori pas favorable à une commercialisation des 40 GWh/j de capacités Nord/Sud.

Question 2 : Êtes-vous favorable à la proposition de GRTgaz concernant la poursuite du service de JTS cet hiver ? Êtes-vous favorable à une commercialisation des capacités JTS sur la plateforme PRISMA ?

L'UIC est une fois de plus favorable à tout dispositif permettant d'augmenter la capacité Nord/Sud. L'UIC souhaite que le dispositif soit plus adapté à un usage par des clients industriels. En effet, l'incertitude de l'allocation quotidienne des capacités JTS, associée à la même incertitude sur le taux de disponibilité à J+1 des capacités interruptibles, fait que tout allocataire de capacités JTS constate

Contact : Yves Lenain, +33 (0)1 46 53 11 12, ylenain@uic.fr

forcément en fin d'après-midi J pour J+1 un déséquilibre entre son besoin et son disponible.

Ce dispositif requiert donc une souscription à des capacités de stockage significatives en zone Sud, que les fournisseurs d'énergie possèdent naturellement en raison des contraintes de stockage.

L'UIC soutient une adaptation du système, par exemple en faisant que les capacités JTS soient attribuées prioritairement aux consommateurs gazo-intensifs qui souhaitent y souscrire (ce qui implique la souscription à du stockage), et ceci au prix du tarif régulé de la capacité Nord-Sud jusqu'à 2019. Ce qui signifie que ces capacités ne doivent pas être mises aux enchères sur PRISMA.

Question 3 : Êtes-vous favorable au système de gaz circulant proposé par GRTgaz pour réduire l'amplitude des variations de l'interruption de la liaison Nord-Sud ? Si oui, quelle variante privilégiez-vous ?

L'UIC est plutôt favorable au système proposé pour réduire l'interruption de la liaison Nord-Sud, sans préférence pour la variante. Cependant, la mission de GRTgaz doit être claire, car ce système implique une participation au marché pour acheter/stocker et vendre du gaz ce qui n'est pas sa vocation.

Question 4 : Avez-vous d'autres remarques sur les propositions de GRTgaz et TIGF pour l'optimisation des infrastructures de gaz ?

Pour éviter de mettre en danger l'emploi sur les sites chimiques gazo-intensifs de la zone Sud, et de façon transitoire en attendant la fusion des zones, l'UIC demande :

- en principe qu'une allocation prioritaire soit faite aux consommateurs industriels gazo-intensifs du Sud, de toutes nouvelles capacités Nord/Sud dégagées, en commençant par celles déjà identifiées (accord de répartition GRTgaz/TIGF et JTS)
- qu'une réduction de l'ordre de 80% du tarif ATRT5 soit effectuée pour les consommateurs gazo-intensifs, et de la capacité Nord/Sud pour les sites du Sud,
- que des dispositions soient faites pour inciter à l'import de GNL à coût raisonnable en zone Sud, en étudiant l'équilibre économique des autres ports de GNL pour améliorer celui de Fos, et en priorisant un couplage « émission de GNL / injection en stockage ».

Question 5 : Etes-vous favorable au principe d'une mise en œuvre d'un rabais tarifaire au PITTM de Fos ? Partagez-vous l'analyse de la CRE qui constate la difficulté à trouver une mise en œuvre efficace ? Avez-vous d'autres solutions à proposer ?

L'UIC n'est pas favorable à cette proposition qu'elle estime risquer être un effet d'aubaine pour les injections actuelles de GNL sans faire baisser les prix de la zone Sud.

L'UIC estime que le coût de cette mesure, estimé par la CRE entre 20 M€ et 50 M€ par an, serait mieux utilisé dans une compensation du préjudice transitoire des

sites industriels gazo-intensifs du Sud afin d'éviter toute mise en danger de ceux-ci.

L'UIC partage le constat d'une situation problématique difficile à résoudre par les outils en demi-mesure proposés. Il est inquiétant d'exposer des sites gazo-intensifs à l'instabilité du prix du gaz dans les zones Sud. L'UIC préconise des solutions simples comme le rattachement virtuel – d'une manière (allocations prioritaires à 100% des besoins) ou d'une autre (compensation transitoire) – de ces sites à la zone Nord. Il est nécessaire pourtant de mettre en œuvre tout ce qui est possible afin d'éviter que le surcoût de ce dispositif ne soit trop important pour les autres consommateurs de gaz.

Question 6 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE d'un appel d'offres d'engagements de flux de l'Espagne vers la France en cas de tension importante dans le sud de la France ? Avez-vous des suggestions sur les modalités de mise en œuvre de ce dispositif ?

L'UIC est favorable à ce type de dispositif qui doit être expérimenté. Il est également souhaitable d'ouvrir de façon plus large la possibilité pour les consommateurs de réaliser des effacements de consommation lorsqu'un seul de spread élevé (+20%) est enregistré.

Question 7 : Êtes-vous favorable à la régulation incitative sur les capacités additionnelles à la liaison Nord vers Sud proposée par la CRE ?

Toujours sous réserve que ces capacités servent en priorité les consommateurs gazo-intensifs de la zone Sud, l'UIC est favorable à ce mécanisme.

Question 8 : Êtes-vous favorable à la baisse du tarif régulé des capacités mensuelles à la liaison Nord vers Sud ?

Les industriels ne pilotant majoritairement pas leur capacités sur du court terme, l'UIC n'est pas favorable à cette proposition.

Si l'objectif de cette proposition était d'éviter que des capacités Nord-Sud soient inutilisées dans les cas particuliers où le spread Nord-Sud est inférieur au tarif régulé (0.57€/MWh), il semble que le système de gaz circulant proposé par GRTgaz pourrait mieux remplir cet objectif.

Il est prioritaire de réduire le tarif régulé des consommateurs industriels gazo-intensifs (cf question 4).

Question 9 : Êtes-vous favorable à l'extension au projet Gascogne-Midi de la régulation incitative applicable au projet Val de Saône ?

L'UIC est favorable à traiter de la même façon les deux projets.

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'attribution d'une prime pour inciter les GRT à mettre en service les projets Val de Saône et Gascogne-Midi en 2018 ? Si oui, quel montant vous semblerait devoir être retenu ?

L'UIC est favorable à cette proposition.

Le montant des pertes annuelles de compétitivité pour les consommateurs industriels est actuellement considérable, en particulier les gazo-intensifs, ainsi que l'attestent les ordres de grandeur cités par la CRE (environ 300 M€/an). L'UIC estime que c'est à la CRE de fixer le montant, en veillant à ce que l'incitation ne récompense que les choix qui sont sous le contrôle des GRT et non indépendant car liés à des facteurs extérieurs.

Question 11 : Avez-vous d'autres remarques ?

L'UIC constate que le niveau du différentiel Nord/Sud est toujours ponctuellement élevé et instable, et qu'à ce jour aucun dispositif n'a été déployé pour préserver l'emploi menacé par ce phénomène. Il a été pourtant reconnu que cette situation mettait en péril les industriels gazo-intensifs qu'il serait possible de rattacher plus efficacement à la zone Nord, ce qui permettrait aux fournisseurs et GRT de s'organiser sereinement entre eux sur les moyens pour régler au mieux et au plus vite cette défaillance du marché en attendant la fusion des zones.

L'UIC et ses adhérents ont de profondes craintes quant à l'envolée probable des prix du gaz en hiver, voire du coût pour leurs industries en cas de rupture d'approvisionnement. A l'heure actuelle, les sites sont gravement menacés et ne peuvent se permettre de s'exposer à un tel risque sur un poste majeur de leur approvisionnement. 2019 sera trop tard pour de nombreuses installations.

L'UIC constate que toutes les mesures mises en œuvre n'ont pas permis de régler le problème, et nous demandons très fortement que les sites gazo-intensifs soient garantis de l'absence de surcoût sur leur volume légalement éligible – ainsi que cela en était l'esprit lors de la rédaction du statut. Par défaut, les propositions de la question 4 sont majeures à prendre en considération.

L'UIC attire également l'attention de la CRE sur les problématiques de redistribution des revenus des enchères des capacités Nord Sud : il ne protège pas suffisamment les sites gazo-intensifs, et il n'incite pas suffisamment les acteurs de marché non industriels à la modération lors des enchères. En effet, d'une part les sites consommateurs industriels gazo-intensifs sont freinés par leur capacité économique à absorber dans leurs coûts le montant des enchères (même réduit d'environ 50% par la redistribution actuelle), puisqu'ils ne peuvent pas le répercuter contrairement aux autres acteurs commerciaux. D'autre part la redistribution du sur-revenu d'enchères au prorata des livraisons dans le Sud peut conduire à des effets pervers : certains fournisseurs pouvant avoir intérêt à ce que les enchères sortent à un niveau relativement élevé.

Contact : Yves Lenain, +33 (0)1 46 53 11 12, ylenain@uic.fr